PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT D'ABITIBI
VILLE D'AMOS

SÉANCE ORDINAIRE DU 5 MAI 2025

PROCÈS-VERBAL d'une séance ordinaire du conseil municipal provisoire de la Ville d'Amos tenue au lieu habituel des délibérations du conseil et webdiffusée ce lundi 5 mai 2025 à compter de 19 h 30, à laquelle étaient présents, outre le maire, monsieur Sébastien D'Astous, les conseillères et conseillers suivants :

Monsieur Mario Bédard	siège n° 1;
Monsieur Martin Roy	siège n° 2;
Monsieur Pierre Deshaies	siège n° 4;
Madame Annie Quenneville	siège n° 6;
Monsieur Félix Labrecque	siège n° 7;
Monsieur Éloi Rioux	siège n° 8

tous formant quorum sous la présidence du maire.

Étaient également présents à cette séance, M. Patrick Rodrigue, directeur général, M. Richard Michaud, trésorier et Mme Mariane Michaud, greffière.

La séance du conseil est webdiffusée.

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

Monsieur le maire déclare la séance ouverte à 19 h 30.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est modifié par l'ajout des points suivants :

4.22 « Adjudication du contrat pour la réfection des routes et des ponceaux – Chemin Lemerise »;

4.23 « Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU) – Transmission du rapport relatif à l'aménagement d'une voie multifonction reliant d'autres voies actives (5^e Rue Est et 4^e Rue Est) »;

4.24 « Octroi d'un contrat de services de communication pour le Circuit à la découverte de l'eau Anisipi »;

5.4 « Avis de motion et projet de règlement n° VA1-34 concernant l'acquisition de matériel divers et la réalisation de projets et travaux liés aux immeubles municipaux et l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés ».

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Pierre Deshaies, APPUYÉ par le conseiller Éloi Rioux et RÉSOLU unanimement :

2025-202 D'ADOPTER l'ordre du jour de la séance ordinaire du 5 mai 2025 tel que modifié.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

3. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2025

Chaque membre du conseil ayant reçu le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil tenue le 22 avril 2025 au moins soixante-douze (72) heures avant la présente séance, la greffière est dispensée d'en faire la lecture.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Mario Bédard, APPUYÉ par le conseiller Éloi Rioux et RÉSOLU unanimement :

2025-203 D'APPROUVER le procès-verbal de la séance ordinaire du 22 avril 2025 tel que rédigé.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

3.1 APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 28 AVRIL 2025

Chaque membre du conseil ayant reçu le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil tenue le 28 avril 2025 au moins soixante-douze (72) heures avant la présente séance, la greffière est dispensée d'en faire la lecture.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Martin Roy, APPUYÉ par le conseiller Pierre Deshaies et RÉSOLU unanimement :

2025-204 D'APPROUVER le procès-verbal de la séance extraordinaire du 28 avril 2025 tel que rédigé.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

3.2 1^{RE} PÉRIODE RÉSERVÉE À L'ASSISTANCE

Aucune intervention de la part des citoyens.

4. Administration générale :

4.1 DÉROGATION MINEURE DE MME MANON LUNEAU CONCERNANT L'IMMEUBLE SITUÉ AU 429, RUE FIGUERY EN LIEN AVEC L'AGRANDISSEMENT DU STATIONNEMENT

CONSIDÉRANT QUE Mme Manon Luneau est propriétaire d'un immeuble situé au 429, rue Figuery à Amos, savoir le lot 2 976 994, cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal est une résidence unifamiliale en rangée;

CONSIDÉRANT QUE la propriétaire désire agrandir le stationnement, ce qui aura pour effet de fixer la largeur totale de l'entrée charretière à 10,10 mètres et de permettre à ce qu'aucun arbre ne soit présent en cour avant;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 9.1 du règlement de zonage n° 964, en zone R1-35, la largeur maximale d'une entrée charretière est de 8 mètres;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 14.1.1 du même règlement de zonage, tout terrain sur lequel est érigée une construction résidentielle doit avoir un minimum de deux arbres en cour avant;

CONSIDÉRANT QUE, selon la propriétaire, le dénivellement du stationnement actuel lui occasionne des défis d'accès à la résidence et QUE l'agrandissement de l'entrée véhiculaire et son réaménagement en faciliterait l'accès;

CONSIDÉRANT la présence d'un arbre mature et en santé en cour avant;

CONSIDÉRANT QUE, selon la propriétaire, la neige s'entasse en cour avant, QUE cette neige peut limiter l'accès à la servitude présente à l'ouest dudit lot qui permet aux propriétaires des jumelés voisins d'avoir accès à leur cour arrière, et QU'elle souhaite agrandir l'entrée véhiculaire jusqu'à 10,10 mètres afin de faciliter le déneigement;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le stationnement vers l'ouest sur toute la largeur du lot et QUE cela implique le retrait de toute la partie gazonnée en cour avant et l'abattage de l'arbre existant,

CONSIDÉRANT QUE la dérogation pourrait porter atteinte à la jouissance du droit de propriété du voisinage étant donné que cela pourrait occasionner une perte d'intimité pour les voisins immédiats;

CONSIDÉRANT QUE le fait d'exiger à la propriétaire de respecter la réglementation ne lui causerait pas préjudice étant donné qu'elle peut réaliser les travaux de réaménagement du stationnement sans déroger à la norme;

CONSIDÉRANT QUE les dérogations ne portent pas atteinte à la qualité de l'environnement ou le bien-être général et QU'elles n'aggravent pas les risques de sécurité ou de santé publique;

CONSIDÉRANT QUE vu les éléments précités, les dérogations demandées ne sont pas considérées mineures;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a pris connaissance de la recommandation du comité consultatif d'urbanisme.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Pierre Deshaies, APPUYÉ par le conseiller Félix Labrecque et RÉSOLU unanimement :

2025-205 DE REFUSER la demande de dérogation mineure au règlement de zonage n° 964, produite par Mme Manon Luneau, ayant pour objet l'agrandissement du stationnement fixant la largeur totale de l'entrée charretière à 10,10 mètres, et de permettre à ce qu'aucun arbre ne soit présent en cour avant, sur l'immeuble situé au 429, rue Figury à Amos, savoir le lot 2 976 994, cadastre du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.2 DÉROGATION MINEURE DE M. KEVEN MICHAUD ET MME LAURIE LAMBERT-HAMEL CONCERNANT L'IMMEUBLE SITUÉ AU 260, RUE MORIN (SECTEUR ST-FÉLIX-DE-DALQUIER) EN LIEN AVEC LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE ISOLÉ SUR LA PROPRIÉTÉ

CONSIDÉRANT QUE M. Keven Michaud et Mme Laurie Lambert-Hamel sont propriétaires d'un immeuble situé au 260, rue Morin à Amos (secteur Saint-Félix-de-Dalquier), savoir le lot 6 323 465, cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT QUE les propriétaires désirent construire un bâtiment secondaire résidentiel détaché sur la propriété, ce qui aura pour effet de fixer sa hauteur totale à 6,1 mètres;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 7.3 du règlement de zonage n° 240 de l'ancienne municipalité de Saint-Félix-de-Dalquier, pour un bâtiment secondaire résidentiel détaché situé en zone Ra-8, la hauteur maximale totale est de 4,9 mètres, ou ne doit pas excéder la hauteur du bâtiment principal (le plus petit nombre des deux);

CONSIDÉRANT QU'après vérifications, la résidence présente sur la propriété possède une hauteur totale de 6,25 mètres;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un garage avec mezzanine et toit cathédrale avec une pente de toit 8/12, QUE son revêtement s'harmonisera avec celui de la résidence et QUE le dit garage ne dépassera pas la hauteur totale de la résidence;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation ne porte pas ou peu atteinte à la jouissance du droit de propriété du voisinage étant donné qu'aucun voisin n'est présent au sud de la propriété et QU'à l'ouest, la présence d'un cours d'eau oblige le respect d'une distance minimale de 10 mètres dudit cours d'eau de tout bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation ne porte pas atteinte à la qualité de l'environnement ou le bien-être général et QU'elle n'aggrave pas les risques de sécurité ou de santé publique;

CONSIDÉRANT le caractère mineur de la dérogation, vu les éléments précités;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a pris connaissance de la recommandation du comité consultatif d'urbanisme.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Pierre Deshaies, APPUYÉ par le conseiller Éloi Rioux et RÉSOLU unanimement :

2025-206 D'ACCORDER la demande de dérogation mineure au règlement de zonage n° 240 de l'ancienne municipalité de Saint-Félix-de-Dalquier, produite par M. Keven Michaud et Mme Laurie Lambert-Hamel, ayant pour objet la construction d'un bâtiment secondaire résidentiel détaché d'une hauteur totale de 6,1 mètres, sur l'immeuble situé au 260, rue Morin à Amos (secteur Saint-Félix-de-Dalquier), savoir le lot 6 323 465, cadastre du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.3 PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE POUR L'INSTALLATION DE NOUVELLES ENSEIGNES SUR LE BÂTIMENT SITUÉ AU 201, 1^{RE} AVENUE OUEST (SALON DE COIFFURE EN TÊTE À TÊTE.)

CONSIDÉRANT QUE Mme Marie-Claire Grenier, M. Alain Alarie et M. Martin Alarie sont propriétaires d'un immeuble situé au 201, 1^{re} Avenue Ouest à Amos, savoir le lot 2 977 659, cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT QUE le salon de coiffure « En tête à tête » occupe un local commercial au rez-de-chaussée dans ledit immeuble et QUE la propriétaire désire procéder à l'installation d'une enseigne sur pellicule adhésive sur chacune des vitrines commerciales;

CONSIDÉRANT QUE ledit immeuble se situe dans le secteur assujéti au règlement n° VA-970 concernant les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) pour le secteur du centre-ville d'Amos;

CONSIDÉRANT QUE l'objectif du règlement n° VA-970 est de préserver et d'améliorer la qualité architecturale du secteur du centre-ville de la ville d'Amos;

CONSIDÉRANT QUE le plan d'implantation et d'intégration architecturale propose l'installation sur chaque vitrine (2), d'une pellicule en vinyle opaque laminé gloss, mesurant 1,32 mètre de largeur par 1,14 mètre de hauteur, portant le message « En tête à tête » avec un lettrage de couleur or sur un fond rose, accompagné de deux têtes de femmes, dont les dessins sont de couleur noire et or;

CONSIDÉRANT QU'en vertu des critères établis à l'article 3.5.2 dudit règlement n° VA-970 concernant les enseignes, le lettrage en vitrine est accepté à la condition qu'il occupe moins du deux tiers de la vitrine et que le degré d'opacité soit tel qu'il est possible pour le piéton de voir à l'intérieur du commerce;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes proposées sont opaques, ce qui empêchera la visibilité de l'intérieur du commerce;

CONSIDÉRANT QU'en vertu des mêmes critères établis, les enseignes et l'affichage dans son ensemble doivent présenter un message clair et simple;

CONSIDÉRANT QUE le message présenté porte à confusion sur la nature du commerce et QU'aucun autre affichage n'est présent afin d'identifier clairement celle-ci;

CONSIDÉRANT QUE le plan proposé ne répond pas aux critères établis par ledit règlement;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a pris connaissance de la recommandation du comité consultatif d'urbanisme.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Pierre Deshaies, APPUYÉ par le conseiller Mario Bédard et RÉSOLU unanimement :

2025-207 DE REFUSER le plan d'implantation et d'intégration architecturale tel que présenté par Mme Sandra Jolin, propriétaire de du salon de coiffure « En tête à tête », pour l'installation d'enseignes sur pellicule adhésive décrites ci-haut, sur l'immeuble situé au 201, 1^{re} Avenue Ouest à Amos, savoir le lot 2 977 659, cadastre du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.4 PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE POUR L'INSTALLATION D'UNE NOUVELLE ENSEIGNE PERPENDICULAIRE SUR LE BÂTIMENT SITUÉ AU 142, 1^{RE} AVENUE OUEST (AUBERGE LE COSY AMOS)

CONSIDÉRANT QUE M. Russel Prince McNeil est propriétaire d'un immeuble situé au 142, 1^{re} Avenue Ouest à Amos, savoir le lot 2 977 760, cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT QUE l'Auberge Le Cozy Amos occupe l'immeuble et QUE le propriétaire désire installer une enseigne perpendiculaire sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le plan d'implantation et d'intégration architecturale propose l'installation d'une enseigne perpendiculaire en aluminium de forme circulaire mesurant 61 centimètres, portant le message « AUBERGE LE COSY AMOS » avec un lettrage blanc sur un fond noir, et accompagné du logo de l'entreprise de couleur blanche, et ce, sur les deux faces de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sera installée sur un support en aluminium de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne présente un message clair et simple;

CONSIDÉRANT l'esthétisme du projet et QUE l'enseigne s'harmonisera avec l'architecture du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE ledit immeuble se situe dans le secteur assujéti au règlement n° VA-970 concernant les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) pour le secteur du centre-ville d'Amos;

CONSIDÉRANT QUE l'objectif du règlement n° VA-970 est de préserver et d'améliorer la qualité architecturale du secteur du centre-ville de la ville d'Amos;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes doivent respecter les critères établis à l'article 3.5.2 du règlement n° VA-970 concernant les enseignes;

CONSIDÉRANT QUE le plan proposé répond aux critères établis par ledit règlement;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a pris connaissance de la recommandation du comité consultatif d'urbanisme.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Pierre Deshaies, APPUYÉ par la conseillère Annie Quenneville et RÉSOLU unanimement :

2025-208 D'ACCORDER le plan d'implantation et d'intégration architecturale présenté par M. Russel Prince McNeil, propriétaire de l'immeuble et de l'auberge, tel que décrit ci-haut, sur l'immeuble situé au 142, 1^{re} Avenue Ouest à Amos, savoir le lot 2 977 760, cadastre du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.5 PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE POUR DES TRAVAUX DE RÉNOVATION ET L'INSTALLATION D'UNE NOUVELLE ENSEIGNE SUR LE BÂTIMENT SITUÉ AU 162, 1^{RE} AVENUE OUEST (MÉ ROUILLARD, TATTOOART, GENEVIÈVE HARDY)

CONSIDÉRANT QUE l'entreprise 9378-6903 Québec inc. est propriétaire d'un immeuble situé au 162, 1^{re} Avenue Ouest à Amos, savoir le lot 2 977 757, cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT QUE l'entreprise MÉ ROUILLARD, TATTOOART, GENEVIÈVE HARDY occupera le rez-de-chaussée de l'immeuble;

CONSIDÉRANT QUE les propriétaires de l'immeuble désirent procéder à des travaux de rénovation du bâtiment ainsi qu'installer une nouvelle enseigne sur pellicule adhésive;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 2.1 du règlement n° VA-970, un permis concernant la rénovation d'un bâtiment, l'installation ou la modification d'une enseigne est assujetti à l'approbation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE ledit immeuble se situe dans le secteur assujetti au règlement n° VA-970 concernant les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) pour le secteur du centre-ville d'Amos;

CONSIDÉRANT QUE le plan d'implantation et d'intégration architecturale propose l'installation sur la vitrine située à l'ouest de la porte d'entrée commerciale, d'une enseigne sur pellicule adhésive en vinyle de 1,68 mètre de largeur par 1,02 mètre de hauteur portant le message « MÉ ROUILLARD, TATTOOART, GENEVIÈVE HARDY », avec un lettrage de couleur blanche, jaune et orange;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne occupera environ 56 % de la superficie de la vitrine;

CONSIDÉRANT QUE le plan propose également de repeindre le garde-corps situé au niveau du premier étage ainsi que les deux marquises situées au-dessus des vitrines commerciales d'une couleur « noir charbon »

CONSIDÉRANT QUE les couleurs choisies pour l'enseigne et pour les travaux de peinture sont sobres et demeurent en harmonie avec l'environnement du centre-ville;

CONSIDÉRANT QUE l'objectif du règlement n° VA-970 est de préserver et d'améliorer la qualité architecturale du secteur du centre-ville de la ville d'Amos;

CONSIDÉRANT QUE les travaux projetés doivent respecter les critères établis à l'article 3.2.2 du règlement n° VA-970 concernant la rénovation d'un bâtiment existant;

CONSIDÉRANT le caractère sobre de l'enseigne, QU'elle présente un message clair et simple, et QU'elle s'harmonisera avec l'architecture du bâtiment et les travaux de rénovation projetés;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes doivent respecter les critères établis à l'article 3.5.2 du règlement n° VA-970 concernant les enseignes;

CONSIDÉRANT QUE le plan proposé répond aux critères établis par ledit règlement;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a pris connaissance de la recommandation du comité consultatif d'urbanisme.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Pierre Deshaies, APPUYÉ par le conseiller Éloi Rioux et RÉSOLU unanimement :

2025-209 D'ACCORDER le plan d'implantation et d'intégration architecturale présenté par Mme Geneviève Hardy, tel que décrit ci-haut, sur l'immeuble situé au 162, 1^{re} Avenue Ouest à Amos, savoir le lot 2 977 757, cadastre du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.6 DÉPÔT DE LA DÉCLARATION D'INTÉRÊTS PÉCUNIAIRES DU MEMBRE DU CONSEIL PROVISOIRE DE MONSIEUR ÉLOI RIOUX

La greffière dépose la déclaration écrite d'intérêts pécuniaires de monsieur Éloi Rioux conformément à l'article 357 de *la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

4.7 ADOPTION DU PLAN D'INTERVENTION 2025-2030 DE LA FORÊT RÉCRÉATIVE DUDEMAINE

CONSIDÉRANT QUE le plan d'aménagement multiresources de la forêt récréative arrive à échéance en 2030;

CONSIDÉRANT QUE le plan d'intervention intégré au plan d'aménagement multiressources de la forêt récréative arrive à échéance en 2025;

CONSIDÉRANT QUE la Ville d'Amos a participé activement à l'élaboration du plan d'aménagement multiressources de la forêt récréative Dudemaine et du plan d'intervention 2025-2030;

CONSIDÉRANT QUE le plan d'intervention 2025-2030 respecte les lignes directrices établies dans le plan d'aménagement;

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Martin Roy, APPUYÉ par le conseiller Éloi Rioux et RÉSOLU unanimement :

2025-210 D'ADOPTER le plan d'intervention 2025-2030 de la forêt récréative Dudemaine tel que présenté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.8 AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN ACTE DE VENTE À M.P. BRIÈRE INC. RELATIVEMENT À UNE PARTIE DU LOT 6 547 073 DU CADASTRE DU QUÉBEC

CONSIDÉRANT QUE la Ville d'Amos est propriétaire du lot 6 547 073 du cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT QUE l'entreprise M.P. Brière inc., souhaite acquérir une partie dudit lot, d'une superficie approximative de 71 498 pieds carrés, pour agrandir son terrain actuel (lot 2 976 468);

CONSIDÉRANT QUE le prix de vente proposé est fixé à 0,70 \$ le pied carré, taxes applicables en sus;

CONSIDÉRANT QUE la Ville entend encadrer la transaction afin d'assurer la protection de ses intérêts et de ses infrastructures;

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Mario Bédard, APPUYÉ par le conseiller Martin Roy et RÉSOLU unanimement :

2025-211 DE VENDRE à M.P. Brière inc., une partie du lot 6 547 073 d'environ 71 498 pieds carrés, au prix 0,70 \$ le pied carré, taxes en sus;

D'ASSUJETTIR la vente aux conditions et modalités suivantes :

○ L'acquéreur devra mandater, à ses frais et dans un délai raisonnable suivant l'adoption de la présente résolution, un arpenteur-géomètre afin de recadastrer la portion du lot visée par la vente;

○ L'acquéreur devra accorder gratuitement à la Ville et aux entreprises de services publics concernées toutes servitudes jugées nécessaires pour l'aqueduc, l'égout, l'électricité ou autres services essentiels;

○ L'acquéreur devra mandater, à ses frais, un notaire dès le dépôt du nouveau plan cadastral au Registre foncier du Québec et assumer l'entièreté des frais de rédaction et de publication de l'acte de vente;

○ La vente sera conclue sans aucune garantie légale, aux risques et périls de l'acquéreur;

D'AUTORISER le directeur général à convenir, au nom de la Ville, de toutes autres conditions et modalités jugées pertinentes;

D'AUTORISER le maire ou le maire suppléant et la greffière ou le greffier adjoint à signer, pour et au nom de la Ville, l'acte de vente et tout autre document donnant effet à la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.9 AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN ACTE DE VENTE À GESTION GERMAIN ROY INC. RELATIVEMENT À UNE PARTIE DU LOT 6 547 073 DU CADASTRE DU QUÉBEC

CONSIDÉRANT QUE la Ville d'Amos est propriétaire du lot 6 547 073 du cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT QUE l'entreprise Gestion Germain Roy inc., souhaite acquérir une partie dudit lot, d'une superficie approximative de 237 998 pieds carrés;

CONSIDÉRANT QUE le prix de vente proposé est fixé à 0,91 \$ le pied carré, taxes applicables en sus, ce montant incluant les frais afférents au prolongement des conduites d'aqueduc et d'égout sous la route de l'Aéroport;

CONSIDÉRANT QUE la Ville entend encadrer la transaction afin d'assurer la protection de ses intérêts et de ses infrastructures, ainsi que des droits de passage de certains tiers;

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par la conseillère Annie Quenneville, APPUYÉ par le conseiller Félix Labrecque et RÉSOLU unanimement :

2025-212 DE VENDRE à Gestion Germain Roy inc. une partie du lot 6 547 073 d'environ 237 998 pieds carrés, au prix 0,91 \$ le pied carré, taxes en sus;

D'ASSUJETTIR la vente aux conditions et modalités générales suivantes :

- L'acquéreur devra mandater, à ses frais et dans un délai raisonnable suivant l'adoption de la présente résolution, un arpenteur-géomètre afin de recadastrer la portion du lot visée par la vente;
- L'acquéreur devra accorder gratuitement à la Ville et aux entreprises de services publics concernées toutes servitudes jugées nécessaires pour l'aqueduc, l'égout, l'électricité ou autres services essentiels;
- L'acquéreur devra mandater, à ses frais, un notaire dès le dépôt du nouveau plan cadastral au Registre foncier du Québec et assumer l'entièreté des frais de rédaction et de publication de l'acte de vente;
- La vente sera conclue sans aucune garantie légale, aux risques et périls de l'acquéreur;

D'ASSUJETTIR également la vente aux conditions spécifiques suivantes :

- L'acquéreur devra construire, dans un délai maximal de vingt-quatre (24) mois suivant la signature de l'acte de vente, un bâtiment principal raccordé aux services municipaux d'aqueduc et d'égout;
- L'acquéreur devra obtenir, à ses frais, toutes les autorisations requises du ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) pour l'aménagement et l'élargissement de l'entrée véhiculaire donnant accès au terrain;
- L'acquéreur devra maintenir un droit de passage permanent en faveur du Club de motoneige d'Amos;
- L'acquéreur devra également maintenir un droit de passage temporaire carrossable en faveur du Club Mini-Rabel, et ce, jusqu'à l'aménagement d'une rue publique par la Ville;
- Dans l'éventualité où le tracé de l'un ou l'autre de ces passages devait être modifié ou supprimé, l'acquéreur s'engage à assumer entièrement les frais liés à leur réaménagement et à assurer, pendant toute la durée des travaux, le maintien d'un chemin alternatif permettant une continuité d'usage;

D'AUTORISER le directeur général à convenir, au nom de la Ville, de toutes autres conditions et modalités jugées pertinentes;

D'AUTORISER le maire ou le maire suppléant et la greffière ou le greffier adjoint à signer, pour et au nom de la Ville, l'acte de vente et tout autre document donnant effet à la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.10 AUTORISATION D'UNE DÉPENSE ADDITIONNELLE RELATIVE À L'ACQUISITION D'UN CHARGEUR RÉTROCAVEUSE POUR L'INCLUSION D'OPTIONS SUPPLÉMENTAIRES

CONSIDÉRANT QUE la Ville a, par sa résolution no 2025-158, autorisé l'acquisition d'un chargeur rétrocaveuse pour un montant de 255 352 \$, taxes applicables en sus, le tout payable en vertu du règlement d'emprunt no VA-1192;

CONSIDÉRANT QUE l'appel d'offres afférent à cette acquisition prévoyait, à titre d'options, une garantie prolongée ainsi qu'un chasse-neige hydraulique;

CONSIDÉRANT QUE la Ville souhaite désormais exercer ces options, pour un montant additionnel de 30 280 \$, taxes en sus, portant le coût total de l'acquisition à 285 632 \$, taxes en sus;

CONSIDÉRANT QUE cette dépense additionnelle est admissible en vertu des dispositions du règlement d'emprunt no VA-1192;

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Martin Roy, APPUYÉ par le conseiller Éloi Rioux et RÉSOLU unanimement :

2025-213 D'AUTORISER une dépense additionnelle de 30 280 \$, taxes applicables en sus, pour l'acquisition des options susmentionnées;

D'IMPUTER ladite dépense au règlement d'emprunt no VA-1192;

QUE la résolution no 2025-158 soit réputée modifiée en conséquence.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.11 DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE - PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AU DÉVELOPPEMENT DES TRANSPORTS ACTIFS DANS LES PÉRIMÈTRES URBAINS (TAPU) – 1^{re} RUE EST

CONSIDÉRANT QUE le Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU) vise à accroître la part modale des déplacements actifs en milieu urbain et à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) associées aux déplacements des personnes;

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil ont pris connaissance des modalités d'application du Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU);

CONSIDÉRANT QUE la Ville d'Amos doit respecter les lois et règlements en vigueur, et obtenir les autorisations requises avant l'exécution du projet;

CONSIDÉRANT QUE le projet mentionné précédemment, et déposé relativement à ce programme, est estimé à 340 000 \$ toutes taxes incluses, et que l'aide financière demandée au Ministère est de 170 000 \$;

CONSIDÉRANT QUE la Ville d'Amos doit autoriser le dépôt de la demande d'aide financière, confirmer sa contribution financière au projet et autoriser un(e) de ses représentant(e)s à signer cette demande;

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Félix Labrecque, APPUYÉ par le conseiller Pierre Deshaies et RÉSOLU unanimement:

2025-214 QUE le conseil de la Ville d'Amos autorise la présentation d'une demande d'aide financière;

QUE le conseil de la Ville d'Amos confirme son engagement à faire réaliser le projet admissible selon les modalités en vigueur, reconnaissant qu'en cas de non-respect de celles-ci, l'aide financière sera résiliée;

CERTIFIE que monsieur Patrick Rodrigue, directeur général, est dûment autorisé à signer tout document ou entente incluant la convention d'aide financière, si applicable, à cet effet avec la ministre des Transports et de la Mobilité durable.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.12 REMPLACEMENT D'UN MEMBRE DE LA COMMISSION DE DYNAMISATION DU CENTRE-VILLE D'AMOS

CONSIDÉRANT QUE la Ville d'Amos a adopté le règlement n° VA-1302 créant la Commission de dynamisation du centre-ville d'Amos;

CONSIDÉRANT QUE le règlement prévoit la composition de ladite Commission, incluant des représentants de divers secteurs économiques et citoyens conformément à l'article 4 du règlement;

CONSIDÉRANT QUE le Conseil municipal avait nommé Daphnée Arcand à titre de représentante du secteur du commerce au détail;

CONSIDÉRANT QUE le Conseil municipal doit procéder au remplacement de Madame Daphnée Arcand;

CONSIDÉRANT QUE la candidature de Madame Frédérique Gauthier a été reçue et est recommandée pour combler ce poste;

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Éloi Rioux, APPUYÉ par la conseillère Annie Quenneville et RÉSOLU unanimement :

2025-215 DE NOMMER Madame Frédérique Gauthier à titre de représentante du secteur du commerce au détail au sein de la Commission de dynamisation du centre-ville d'Amos, en remplacement de Madame Daphnée Arcand, et ce, conformément au règlement n° VA-1302.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.13 ABOLITION ET CRÉATION D'UN POSTE DE CHEF DE DIVISION – TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

CONSIDÉRANT QUE la structure actuelle de l'équipe informatique ne permet plus de répondre efficacement à l'ampleur et à la complexité croissantes des besoins technologiques de la Ville d'Amos;

CONSIDÉRANT QUE l'équipe informatique est maintenant composée de quatre (4) ressources à temps complet en plus d'un étudiant en période estivale;

CONSIDÉRANT QUE dans ce contexte de croissance, l'absence d'un rôle de coordination stratégique crée des enjeux en matière de planification, de priorisation des projets, de gestion des risques numériques et d'alignement avec les objectifs organisationnels ainsi qu'au niveau des ressources humaines.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Mario Bédard, APPUYÉ par le conseiller Martin Roy et RÉSOLU unanimement :

2025-216 D'ABOLIR le poste de technicien en informatique sénior aux Services administratif et financier à compter du 6 mai 2025.

DE CRÉER à compter du 6 mai 2025, un poste de chef de division – Technologies de l'information aux Services administratif et financiers, le tout assujéti à la politique administrative et salariale du personnel non syndiqué présentement en vigueur, concernant le salarié régulier à temps complet incluant les paramètres du programme de relativité salariale.

DE NOMMER monsieur Zachary Cregheur au poste de chef de division – Technologies de l'information à compter du 6 mai 2025.

DE MODIFIER son horaire hebdomadaire à quarante (40) heures.

D'ÉVALUER le poste de chef de division – Technologies de l'information lors du prochain comité d'évaluation des emplois et qu'advenant une modification de classe, DE VERSER à l'employé la rétroactivité le cas échéant.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.14 ABOLITIONS ET CRÉATION D'UN POSTE DE COORDONNATEUR EN BIEN-ÊTRE, SÉCURITÉ ET RÉMUNÉRATION

CONSIDÉRANT les défis actuels en gestion des ressources humaines au sein de la Ville d'Amos;

CONSIDÉRANT le désir du Service des ressources humaines de se moderniser et d'optimiser la répartition des tâches au sein de son personnel;

CONSIDÉRANT les nombreux besoins de l'organisation municipale d'avoir une ressource dédiée aux initiatives en santé, sécurité et bien-être au travail en plus de réaliser les audits et les analyses de risques, et ce, en toute conformité réglementaire en matière de santé et sécurité du travail;

CONSIDÉRANT le besoin d'assurer un soutien opérationnel en tout temps au niveau du service de la paie.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par la conseillère Annie Quenneville, APPUYÉ par le conseiller Pierre Deshaies et RÉSOLU unanimement :

2025-217 DE CONFIRMER en date du 6 mai 2025, l'abolition du poste de conseiller en santé et sécurité au travail demandé en octobre 2023 puisque la Ville d'Amos n'a pas obtenu la subvention reliée au volet 4 – *Soutien à la coopération intermunicipale du Fonds régions et ruralité*.

D'ABOLIR le poste d'agent en rémunération au Service des ressources humaines en date du 6 mai 2025.

DE CRÉER à compter du 6 mai 2025, un poste de coordonnateur en bien-être, sécurité et rémunération au Service des ressources humaines, le tout assujéti à la politique administrative et salariale du personnel non syndiqué présentement en vigueur, concernant le salarié régulier à temps complet incluant les paramètres du programme de relativité salariale.

D'ÉTABLIR l'horaire hebdomadaire relié à ce poste à quarante (40) heures.

DE FIXER ce poste à la classe 11 comme attesté par le comité d'évaluation des emplois.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.15 NOMINATION DE DEUX (2) AIDES-INSPECTEURS MUNICIPAUX POUR LA SAISON ESTIVALE 2025 – MM. MAXENCE BANVILLE ET SAM WHISSELL

CONSIDÉRANT QUE depuis quelques années, la Ville n'engage qu'un seul étudiant lors de la saison estivale afin d'occuper le poste d'aide-inspecteur municipal;

CONSIDÉRANT QUE le rôle d'un aide-inspecteur a pour fonction d'assister la directrice du Service de l'urbanisme ainsi que les inspecteurs municipaux pour l'application des différents règlements d'urbanisme et ainsi agir à titre d'inspecteur adjoint;

CONSIDÉRANT QU'avec la fusion municipale entre la ville d'Amos et la municipalité de Saint-Félix-de-Dalquier, des travaux supplémentaires sur le nouveau territoire doivent être réalisés cet été;

CONSIDÉRANT la nécessité d'ajouter une ressource « étudiante » supplémentaire pour ladite période estivale.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Éloi Rioux, APPUYÉ par le conseiller Mario Bédard et RÉSOLU unanimement :

2025-218 DE NOMMER messieurs Maxence Banville et Sam Whissell au poste d'aide-inspecteur municipal pour la saison estivale 2025 à compter du 12 mai 2025, et ce, jusqu'au 1^{er} août 2025 inclusivement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.16 REMISE EN SERVICE DE LA PATROUILLE VERTE ET NOMINATION DE DEUX (2) AGENTS DE SENSIBILISATION EN ENVIRONNEMENT – MMES MAGALIE CHÉRUBIN ET FLORENCE TURCOTTE

CONSIDÉRANT QUE la Ville d'Amos désire poursuivre ses efforts de sensibilisation environnementale auprès de ses citoyens, notamment afin d'augmenter la performance de la collecte sélective, de la quantité de matières recyclables recueillies et de l'économie d'eau potable;

CONSIDÉRANT QUE la remise en service d'une patrouille verte responsable de la sensibilisation environnementale concernant la gestion responsable des matières résiduelles, aussi bien pour les citoyens à la maison et dans les espaces publics que pour les institutions, commerces et industries de même que pour les mesures d'économie d'eau, répondrait à ces objectifs;

CONSIDÉRANT QUE le règlement VA-1095 concernant l'obligation de déposer ses matières résiduelles dans des bacs ou conteneurs, prévoit que l'application est confiée aux personnes nommées par résolution du conseil;

CONSIDÉRANT QU'il en est ainsi pour l'application du règlement VA-513 instituant le recyclage dans le secteur des institutions, commerces et industries (ICI) et les conditions de pratique de cette activité;

CONSIDÉRANT QU'il en est ainsi pour l'application du règlement VA-841 régissant l'utilisation de l'eau potable en vue de préserver la qualité et la quantité de la ressource;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de désigner deux (2) agentes de sensibilisation en environnement et de confier l'application des règlements ci-dessus énumérés, incluant le pouvoir de délivrer des constats en cas d'infraction.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Félix Labrecque, APPUYÉ par le conseiller Pierre Deshaies et RÉSOLU unanimement :

2025-219 D'AUTORISER la remise en service de la patrouille verte responsable de la sensibilisation environnementale concernant la gestion responsable des matières résiduelles, aussi bien pour les citoyens à la maison et dans les espaces publics que pour les institutions, commerces et industries, de même que pour les mesures d'économie d'eau et pour la protection des lacs de villégiature.

DE NOMMER mesdames Magalie Chérubin et Florence Turcotte à titre d'agente de sensibilisation en environnement à compter du 5 mai, et ce, jusqu'au 22 août 2025. Celles-ci seront chargées notamment de l'application des règlements VA-1095, VA-513 et VA-841 avec le pouvoir notamment de délivrer, au nom de la Ville d'Amos, des constats pour toute infraction à l'une ou l'autre des dispositions y contenues.

DE DÉCRÉTER que les nominations ci-dessus effectuées de même que les pouvoirs y rattachés cesseront d'avoir effet à compter de la date de la fin de leur embauche respective, avec cependant une extension jusqu'à un règlement final de toute contestation judiciaire des constats d'infraction délivrés par ces personnes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.17 CRÉATION D'UN POSTE D'AIDE-OUVRIER D'ENTRETIEN

CONSIDÉRANT le besoin significatif en ressources supplémentaires au sein du Service des immobilisations et de l'environnement;

CONSIDÉRANT les demandes actuelles et futures en termes d'entretien au niveau des bâtiments appartenant à la Ville d'Amos;

CONSIDÉRANT QUE la Ville d'Amos possède plus d'une quarantaine de bâtiments sur son territoire;

CONSIDÉRANT la volonté de l'organisation de la Ville d'Amos d'offrir aux employés et à la population des bâtiments conformes aux normes du *Code de construction du Québec* ou du *Code national du bâtiment – Canada*.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Mario Bédard, APPUYÉ par le conseiller Éloi Rioux et RÉSOLU unanimement :

2025-220 DE CRÉER un poste d'aide-ouvrier d'entretien au Service des immobilisations et de l'environnement à compter du 6 mai 2025, le tout assujéti aux dispositions de la convention collective présentement en vigueur liant la Ville et le S.C.F.P., local 1322, concernant le salarié régulier à temps complet incluant les paramètres du programme de relativité salariale.

D'ÉTABLIR l'horaire hebdomadaire relié à ce poste à quarante (40) heures.

DE FIXER ce poste à la classe 5 comme attesté par le comité d'évaluation des emplois.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.18 RENOUVELLEMENT DE MANDAT D'UN MEMBRE SUR LE COMITÉ DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DE LA VILLE

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 10 du règlement n° VA-1301, le conseil désigne trois (3) personnes pour siéger à titre d'administrateurs sur le comité de retraite des employés de la Ville d'Amos;

CONSIDÉRANT QUE le mandat de monsieur André Dulac à titre d'administrateur dudit comité se terminait le 31 décembre 2024;

CONSIDÉRANT QU'il est opportun de procéder au renouvellement du mandat de la personne précitée pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2027;

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Martin Roy, APPUYÉ par le conseiller Félix Labrecque et RÉSOLU unanimement :

2025-221 DE RENOUVELLER le mandat de monsieur André Dulac pour siéger à titre d'administrateur du comité de retraite des employés de la Ville d'Amos pour une nouvelle période s'étendant du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2027.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.19 ENGAGEMENT D'UN CHAUFFEUR DE CAMION – M. MARCO LALONDE

CONSIDÉRANT QU'un poste de chauffeur de camion est devenu vacant suivant un départ à la retraite;

CONSIDÉRANT QUE le Service des ressources humaines a procédé à un affichage interne (BA250409-12) en date du 9 avril 2025;

CONSIDÉRANT QUE suite à l'affichage interne, aucune candidature n'a été reçue;

CONSIDÉRANT QUE le Service des ressources humaines s'est référé à sa banque de candidatures pour octroyer le poste de chauffeur de camion;

CONSIDÉRANT QUE le comité de sélection a analysé les candidatures en rapport à la formation et aux exigences requises pour occuper ce poste;

CONSIDÉRANT QUE le comité de sélection a reçu un (1) candidat en entrevue dans le cadre du processus de sélection;

CONSIDÉRANT QU'à la suite de ces exercices, le comité de sélection recommande au conseil d'engager monsieur Marco Lalonde au poste de chauffeur de camion, et ce, conditionnellement à la conclusion favorable de sa période probatoire.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Mario Bédard, APPUYÉ par le conseiller Martin Roy et RÉSOLU unanimement :

2025-222 D'ENGAGER monsieur Marco Lalonde au poste de chauffeur de camion au Service des travaux publics à compter du 6 mai 2025, le tout conformément aux dispositions de la convention collective présentement en vigueur liant la Ville et le S.C.F.P., local 1322, concernant le salarié régulier à temps complet incluant les paramètres du programme de relativité salariale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.20 DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE POUR LA TENUE DU CONGRÈS ANNUEL DU CONSEIL CANADIEN DES PEUPLIERS ET DES SAULES

CONSIDÉRANT QUE le comité organisateur du congrès annuel du Conseil Canadien des Peupliers et des Saules, a sollicité la participation financière de la Ville pour la tenue de son congrès annuel qui aura lieu du 17 au 20 août 2025;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de la *Loi sur les compétences municipales*, la Ville peut accorder une aide à la création de toute initiative de bien-être de la population.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Éloi Rioux, APPUYÉ par le conseiller Mario Bédard et RÉSOLU unanimement:

2025-223 DE VERSER au comité organisateur du congrès annuel du Conseil Canadien des Peupliers et des Saules, un montant de 2 500 \$ pour la tenue de son congrès annuel 2025.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.21 AUTORISATION DE MANDATER L'ENTREPRISE BC2 POUR LA RÉALISATION D'UN AUDIT SUR LES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET RÉCRÉATIFS

CONSIDÉRANT QUE la Ville d'Amos dispose de plusieurs équipements et infrastructures sportives qui sont utilisés à un fort pourcentage;

CONSIDÉRANT QUE la Ville d'Amos dispose d'une entente scolaire municipale qui favorise l'utilisation des gymnases du volet scolaire;

CONSIDÉRANT QUE les citoyens veulent pouvoir avoir accès à des plateaux sportifs pendant la journée;

CONSIDÉRANT QU'il y a une pression sur notre offre de service, auquel il est difficile de répondre avec les infrastructures actuelles et que nous avons besoin de réaliser une analyse plus poussée des besoins actuels et futurs;

CONSIDÉRANT QUE la firme BC2 a soumis une offre de service au montant de 32 500 \$, plus les taxes applicables, pour la réalisation d'un audit sur les équipements sportifs et récréatifs;

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par la conseillère Annie Quenneville, APPUYÉ par le conseiller Éloi Rioux et RÉSOLU unanimement:

2025-224 D'ACCEPTER l'offre de service de la firme BC2 au montant de 32 500 \$, plus les taxes applicables, datée du 17 mars 2025 concernant la réalisation d'un audit sur les équipements sportifs et récréatifs de la Ville d'Amos.

DE PRÉLEVER le montant nécessaire au paiement de cet audit à même la réserve financière pour les infrastructures et les équipements relatifs aux loisirs, à la culture et au tourisme – Règlement VA-1056.

D'AUTORISER le directeur général et le directeur du service de la culture, du tourisme et de la qualité de vie à signer, pour et au nom de la Ville d'Amos, ladite offre de service, ainsi que tout document nécessaire ou utile à l'exécution de cette résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.22 ADJUDICATION DU CONTRAT POUR LA RÉFECTION DES ROUTES ET DES PONCEAUX – CHEMIN LEMERISE

CONSIDÉRANT QUE la Ville a publié un appel d'offres sur le système électronique SEAO, son site internet ainsi que dans l'hebdomadaire local *Le Citoyen*, concernant la réfection des routes et des ponceaux – Chemin Lemerise;

CONSIDÉRANT QUE la Ville a reçu les soumissions suivantes, lesquelles incluent les taxes applicables :

• Construction Norascon	3 633 210,00 \$
• TEM Entrepreneur Général	3 331 076,10 \$
• Ysys Corporation	2 994 191,13 \$

CONSIDÉRANT QUE Ysys Corporation est le plus bas soumissionnaire conforme dans le présent appel d'offres;

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Martin Roy, APPUYÉ par le conseiller Félix Labrecque et RÉSOLU unanimement :

2025-225 D'ADJUGER à Ysys Corporation le contrat pour la réfection des routes et des ponceaux – Chemin Lemerise, au montant de 2 994 191,13 \$, incluant les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions stipulés dans le cahier des charges et de sa soumission présentée à la Ville;

D'AUTORISER monsieur Régis Fortin, directeur du service des Immobilisations et de l'Environnement, à signer au besoin, pour et au nom de la Ville, tout document ou contrat faisant suite à la présente résolution;

DE PRÉLEVER le montant nécessaire au paiement de ce contrat à même le règlement d'emprunt n° VA1-20 décrétant des travaux de pavage et de réfection de diverses rues.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.23 PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AU DÉVELOPPEMENT DES TRANSPORTS ACTIFS DANS LES PÉRIMÈTRES URBAINS (TAPU) – TRANSMISSION DU RAPPORT RELATIF À L'AMÉNAGEMENT D'UNE VOIE MULTIFONCTION RELIANT D'AUTRES VOIES ACTIVES (5^E RUE EST ET 4^E RUE EST)

CONSIDÉRANT QUE la Ville d'Amos a pris connaissance des modalités d'application du Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU) et s'engage à les respecter;

CONSIDÉRANT QUE la Ville d'Amos a soumis, conformément aux modalités du TAPU, une demande d'aide financière portant le numéro UGG36298 pour le projet intitulé « Aménagement d'une voie multifonction reliant d'autres voies actives (5e Rue E. et 4e Rue E.) », laquelle a été autorisée par la résolution numéro 2023-448;

CONSIDÉRANT QUE seules les dépenses admissibles effectuées après la date de dépôt de la demande d'aide financière par le demandeur sont admissibles à une aide financière;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont été réalisés du 25 juillet 2024 au 5 septembre 2024;

CONSIDÉRANT QUE seuls les travaux préparatoires confirmés par la ministre sont admissibles à une aide financière;

CONSIDÉRANT QUE la Ville d'Amos transmet au Ministère le formulaire de reddition de comptes ainsi que le rapport des travaux effectués qui doit comprendre :

- Les pièces justificatives des dépenses effectuées (factures, décomptes progressifs et tout autre document attestant les sommes dépensées);
- La mention de tout autre remboursement obtenu pour les travaux faisant l'objet de l'aide financière (remboursement de taxes, autres aides financières, etc.);
- Des photos des travaux réalisés;
- Le résultat relatif aux indicateurs suivants :
 - nombre de kilomètres de voies cyclables, piétonnes ou polyvalentes réalisées, par type d'aménagement;
 - nombre de kilomètres de rues aménagées pour les piétons et les cyclistes (rue partagée, vélorue, chaussée désignée);
 - nombre de vélos ajoutés pour les systèmes de vélos en libre-service;
 - nombre de stations d'ancrage implantées par type (assisté ou non) pour les systèmes de vélos en libre-service;
 - nombre de places de stationnement pour vélos ajoutées;
 - nombre de structures (pont, passerelle, passage sous-terrain) aménagées;
 - nombre d'utilisations et d'utilisateurs des systèmes de vélos en libre-service.

CONSIDÉRANT QUE la Ville d'Amos s'engage à transmettre à la ministre, au plus tard 18 mois après le dernier versement de l'aide financière, les données nécessaires au processus de gestion et d'évaluation du programme, notamment les résultats relatifs aux indicateurs susmentionnés;

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Pierre Deshaies, APPUYÉ par le conseiller Félix Labrecque et RÉSOLU unanimement:

2025-226 D'AUTORISER la présentation du rapport des travaux, y compris la reddition de comptes liée aux travaux admissibles selon les modalités d'application en vigueur, reconnaît qu'en cas de non-respect de celles-ci, l'aide financière sera résiliée;

DE CERTIFIER que monsieur Patrick Rodrigue, directeur général, est dûment autorisé à signer tout document ou entente à cet effet avec la ministre des Transports et de la Mobilité durable.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4.24 OCTROI D'UN CONTRAT DE SERVICES DE COMMUNICATION POUR LE CIRCUIT À LA DÉCOUVERTE DE L'EAU ANISIPI

CONSIDÉRANT que la Ville d'Amos souhaite promouvoir le « Circuit à la découverte de l'eau Anisipi » auprès de la population et des visiteurs;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité veut valoriser le patrimoine naturel et sensibiliser la population à la protection de la ressource hydrique;

CONSIDÉRANT que des services professionnels en communication sont requis afin d'assurer la conception, la mise en œuvre et la diffusion d'une campagne de communication efficace;

CONSIDÉRANT que la Ville d'Amos peut réaliser des ententes de gré à gré;

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Mario Bédard, APPUYÉ par le conseiller Martin Roy et RÉSOLU unanimement :

2025-227 QUE le contrat de services de communication pour la promotion du « Circuit à la découverte de l'eau Anisipi » soit octroyé à la firme Le Bleu communication humaine pour un montant de 58 480 \$ plus les taxes applicables.

QUE le maire ou le maire suppléant et la greffière ou le greffier adjoint soient autorisés à signer, pour et au nom de la Ville, tous les documents afférents à cette entente.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

5. Procédures :

5.1 AVIS DE MOTION - PROJET DE RÈGLEMENT N° VA1-35 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE N° VA-964

Conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, le conseiller Pierre Deshaies donne avis de motion à l'effet que le projet de règlement n° VA1-35 modifiant le règlement de zonage n° VA-964 sera présenté pour adoption au cours d'une prochaine séance.

5.2 ADOPTION DU PREMIER PROJET DE RÈGLEMENT N° VA1-35 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE N° VA-964

CONSIDÉRANT QUE la Ville d'Amos a reçu une demande de modification pour l'immeuble commercial situé au 152, rue Principale Sud (Joccivano), soit le lot 2 978 634, cadastre du Québec, afin d'autoriser les commerces de restauration (C-8 : Commerce de restauration) dans la zone C1-16;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé par la présente demande est un commerce de restauration existant dont l'usage est dérogatoire, QUE cet usage est exercé sous droit acquis et QUE le projet d'agrandissement souhaité du restaurant contrevient aux dispositions relatives aux droits acquis du règlement de zonage en vigueur;

CONSIDÉRANT QUE les usages du groupe commerces et services (C) autorisés à la grille de spécifications C1-16 peuvent générer le même genre de nuisances qu'un commerce de restauration;

CONSIDÉRANT QUE l'usage commerce de restauration avait été retiré de la zone C1-16 par erreur lors de la refonte réglementaire en 2017 et QUE cet usage aurait dû demeurer autorisé dans ladite zone.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Pierre Deshaies, APPUYÉ par le conseiller Félix Labrecque et RÉSOLU unanimement :

2025-228 D'ADOPTER le premier projet de règlement n° VA1-35 modifiant le règlement de zonage n° VA-964, tel que décrit ci-dessus.

DE FIXER la tenue de l'assemblée publique de consultation concernant ledit projet de règlement le mercredi 14 mai 2025 à 17 h à la salle du conseil de l'hôtel de ville d'Amos.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

5.3 AVIS DE MOTION ET PROJET DE RÈGLEMENT N° VA1-33 CONCERNANT L'ACQUISITION D'APPAREILS DE TÉLÉMÉTRIE, DE POMPES ET AUTRES ÉQUIPEMENTS POUR LE RÉSEAU DES EAUX USÉES ET L'EMPRUNT NÉCESSAIRE AU PAIEMENT DES COÛTS QUI Y SONT RATTACHÉS

Conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, le conseiller Mario Bédard donne avis de motion et dépose le projet de règlement n° VA1-33 concernant l'acquisition d'appareils de télémétrie, de pompes et autres équipements pour le

réseau des eaux usées et l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés. Le règlement sera adopté au cours d'une prochaine séance.

5.4 AVIS DE MOTION ET PROJET DE RÈGLEMENT N° VA1-34 CONCERNANT L'ACQUISITION DE MATÉRIEL DIVERS ET LA RÉALISATION DE PROJETS ET TRAVAUX LIÉS AUX IMMEUBLES MUNICIPAUX ET L'EMPRUNT NÉCESSAIRE AU PAIEMENT DES COÛTS QUI Y SONT RATTACHÉS

Conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la conseillère Annie Quenneville donne avis de motion et dépose le projet de règlement n° VA1-34 concernant l'acquisition de matériel divers et la réalisation de projets et travaux liés aux immeubles municipaux et l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés. Le règlement sera adopté au cours d'une prochaine séance.

6. Dons et subventions :

6.1 DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE DU CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE HARRICANA – SEMAINE DES ARTS 2025

CONSIDÉRANT QUE le Centre de services scolaire Harricana, a sollicité la participation financière de la Ville pour la 39^e édition de « La Semaine des arts » qui aura lieu du 28 avril au 2 mai 2025;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de la *Loi sur les compétences municipales*, la Ville peut accorder une aide à la création de toute initiative de bien-être de la population.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par le conseiller Félix Labrecque, APPUYÉ par le conseiller Mario Bédard et RÉSOLU unanimement:

2025-229 DE VERSER au Centre de services scolaire Harricana, un montant de 3 000 \$ pour la 39^e édition de « La Semaine des arts ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

7. Informations publiques :

7.1 NIL

8. PÉRIODE RÉSERVÉE À L'ASSISTANCE

Intervention de citoyens sur les sujets suivants :

- Problème d'inondation sur la Rue Principale Sud;
- Réparation de la Route 111 par le ministère des Transports du Québec;
- Questionnement au sujet de la dérogation mineure discuté au point 4.1;
- Pont St-Maurice;
- Discussion au sujet des espaces verts;
- Inondation coin chemin Allard et Route 109.

Le maire, les conseillers et les officiers municipaux fournissent les réponses.

9. LEVÉE DE LA SÉANCE

L'ordre du jour étant maintenant épuisé, monsieur le maire déclare la séance levée.

Et la séance est levée à 20 h 32.

Le maire,
Sébastien D'Astous

La greffière,
Mariane Michaud